



CABINET COUREAU

Siège :

6, boulevard Georges Clemenceau
21000 DIJON
Tél. : 03 80 60 05 55
Fax : 03 80 74 87 54
E-mail : secretariat@cabinet-coureau.fr

Bureau :

7, avenue Nicéphore Niepce
71100 CHALON-SAONE
Tél. : 03 85 48 79 71
Fax : 03 85 48 15 33

Site internet : www.cabinet-coureau.fr

A.D.I.L. 21
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
4 rue Paul Cabet – 21000 DIJON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'A.D.I.L. 21

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'A.D.I.L. 21 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association comptabilise des provisions pour charges, telles que détaillées dans la note "Etat des provisions" de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation, nous nous sommes assurés que les informations les plus récentes disponibles à la date d'arrêté des comptes confortaient l'évaluation globale des risques de sortie de ressources futures auxquelles votre association pourrait avoir à faire face, telles que traduites dans le montant des différentes provisions comptabilisées au 31 décembre 2023.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la

falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 26 mars 2024.

SAS CABINET COUREAU

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Pierre Coureau', written over a horizontal line.

Jean-Pierre COUREAU
Commissaire aux comptes

A.D.I.L. 21

4 rue Paul Cabet

21000 DIJON

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

	Pages
- <i>Bilan actif-passif</i>	1 et 2
- <i>Compte de résultat</i>	3 et 4
- <i>Annexe</i>	5 à 11

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	3 674.00	3 674.00				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	7 622.45		7 622.45	7 622.45		
	Constructions	91 469.41	91 469.41				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	128 181.76	126 377.60	1 804.16	2 437.22	633.06	25.97
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	20 260.00		20 260.00	20 260.00		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	100.00		100.00	100.00		
	Total I	251 307.62	221 521.01	29 786.61	30 419.67	633.06	2.08
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	12 115.66		12 115.66	17 929.23	5 813.57	32.43
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Disponibilités	104 388.06		104 388.06	108 030.46	3 642.40	3.37
	Charges constatées d'avance (2)	6 296.30		6 296.30	6 417.84	121.54	1.89
	Total II	122 800.02		122 800.02	132 377.53	9 577.51	7.23
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		374 107.64	221 521.01	152 586.63	162 797.20	10 210.57	6.27

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	80 678.45	80 678.45		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	141 167.35	143 848.59	2 681.24	1.86
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	579.31	2 681.24	2 101.93	78.39
	Situation nette (sous total)	59 909.59	60 488.90	579.31	0.96
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	537.14	718.52	181.38	25.24
	Provisions réglementées				
	Total I	59 372.45	59 770.38	397.93	0.67
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	159 761.00	169 261.00	9 500.00	5.61
	Total III	159 761.00	169 261.00	9 500.00	5.61
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 923.97	7 999.94	1 075.97	13.45
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	45 274.11	45 306.64	32.53	0.07
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
DETTES (I)	Total IV	52 198.08	53 306.58	1 108.50	2.08
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	152 586.63	162 797.20	10 210.57	6.27

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	364 507.25	358 101.00	6 406.25	1.79
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 727.50	236.00	9 491.50	NS
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 645.77	672.36	973.41	144.78
Total I	375 880.52	359 009.36	16 871.16	4.70
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	52 380.57	56 239.97	3 859.40	6.86
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	4 472.72	5 266.28	793.56	15.07
Salaires et traitements	227 763.64	207 701.23	20 062.41	9.66
Charges sociales	92 320.34	83 499.67	8 820.67	10.56
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	633.06	659.87	26.81	4.06
Dotations aux provisions		4 300.00	4 300.00	100.00
Reports en fonds dédiés				
Autres charges		2.52	2.52	100.00
Total II	377 570.33	357 669.54	19 900.79	5.56
I - Résultat d'exploitation (I-II)	1 689.81	1 339.82	3 029.63	226.12

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023	31/12/2022	Euros	%
Produits financiers				
De participation	557.15	283.64	273.51	96.43
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 416.59	828.43	588.16	71.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	1 973.74	1 112.07	861.67	77.48
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	1 973.74	1 112.07	861.67	77.48
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	283.93	2 451.89	2 167.96	88.42
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	238.00	210.00	28.00	13.33
Sur opérations en capital	181.38	181.38		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	419.38	391.38	28.00	7.15
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	40.00	119.03	79.03	66.40
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	40.00	119.03	79.03	66.40
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	379.38	272.35	107.03	39.30
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	84.00	43.00	41.00	95.35
Total des produits (I+III+V)	378 273.64	360 512.81	17 760.83	4.93
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	377 694.33	357 831.57	19 862.76	5.55
5. EXCEDENT OU DEFICIT	579.31	2 681.24	2 101.93	78.39

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	5
Permanence ou changement de méthodes	6
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	6
Etat des amortissements	7
Tableau de variation des fonds propres	7
Etat des provisions	8
Etat des échéances des créances et des dettes	8
Evaluation des immobilisations corporelles	8
Titres immobilisés	8
Evaluation des créances et des dettes	9
Disponibilités en Euros	9
Produits à recevoir	9
Charges à payer	9
Charges et produits constatés d'avance	9
Subventions d'équipement	9
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation de l'effectif moyen	10
Honoraires des commissaires aux comptes	10
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	10
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	11

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 152 586.63 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 375 880.52 Euros et dégageant un excédent de 579.31 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL :

L'association a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permettre aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	3 674		
Terrains	7 622		
Constructions sur sol propre	91 469		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 949		
Installations générales agencements aménagements divers	92 418		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 816		
TOTAL	227 274		
Autres participations	20 260		
Prêts, autres immobilisations financières	100		
TOTAL	20 360		
TOTAL GENERAL	251 308		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			3 674	3 674
Terrains			7 622	7 622
Constructions sur sol propre			91 469	91 469
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			6 949	6 949
Installations générales agencements aménagements divers			92 418	92 418
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			28 816	28 816
TOTAL			227 274	227 274
Autres participations			20 260	20 260
Prêts, autres immobilisations financières			100	100
TOTAL			20 360	20 360
TOTAL GENERAL			251 308	251 308

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	3 674			3 674
Constructions sur sol propre	91 469			91 469
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 949			6 949
Installations générales agencements aménagements divers	89 981	633		90 614
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 816			28 816
TOTAL	217 214	633		217 847
TOTAL GENERAL	220 888	633		221 521

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	633				
TOTAL	633				
TOTAL GENERAL	633				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	80 678				80 678
Report à nouveau	143 849-	2 681			141 167-
Excédent ou déficit de l'exercice	2 681	2 681-	579		579
Situation nette	60 489-		579		59 910-
Subventions d'investissement	719			181	537
TOTAL I	59 770-		579	181	59 372-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	59 498		5 917		53 581
Gros entretien et grandes révisions	43 000				43 000
Autres provisions pour risques et charges	66 763		3 583		63 180
TOTAL	169 261		9 500		159 761
TOTAL GENERAL	169 261		9 500		159 761
Dont dotations et reprises d'exploitation			9 500		

Une provision pour grosse réparation est comptabilisée pour 43.000 €. Elle représente la quote-part de l'ADIL 21 du coût du ravalement et travaux divers de l'immeuble.

La provision pour risque social pour 63 180 € correspond à 3 mois de salaires bruts et charges sociales. L'ajustement à la baisse est liée au départ d'un salarié sur l'exercice 2023.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	100	100	
Divers état et autres collectivités publiques	12 066	12 066	
Débiteurs divers	50	50	
Charges constatées d'avance	6 296	6 296	
TOTAL	18 512	18 512	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	6 924	6 924		
Personnel et comptes rattachés	14 799	14 799		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 231	29 231		
Impôts sur les bénéfices	84	84		
Autres impôts taxes et assimilés	1 160	1 160		
TOTAL	52 198	52 198		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	12 066
Total	12 066

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 860
Dettes fiscales et sociales	20 718
Total	25 578

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 296
Total	6 296

Subventions d'équipement

La subvention d'investissement de la CAF octroyée en 2018 est reprise au résultat au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation qu'elle finance : 8 ans à compter du 18/12/2018.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	5
Total	6

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 860 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4 860 € TTC (4 050 € HT)
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La provision pour indemnités de départ en retraite comptabilisée s'élève à 53 581 € au 31/12/2023.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
64 ans	moins d'un an	
59 à 63 ans	1 à 5 ans	34 150
54 à 58 ans	6 à 10 ans	11 168
44 à 53 ans	11 à 20 ans	7 050
34 à 43 ans	21 à 30 ans	
moins de 34 ans	plus de 30 ans	1 213
Engagement total		53 581

Hypothèses de calculs retenues

La provision pour indemnités de départ à la retraite correspond aux droits acquis des salariés en fonction de l'indemnité spéciale du réseau ANIL/ADIL prévue par le règlement intérieur.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Urssaf trop versé 2020 remboursé	238	77180000
- Quote-part sub invest virée au résultat	181	77700000
Total	419	
Charges exceptionnelles		
- Contravention déplacement	40	67120000
Total	40	



CABINET COUREAU

Siège :

6, boulevard Georges Clemenceau
21000 DIJON
Tél. : 03 80 60 05 55
Fax : 03 80 74 87 54
E-mail : secretariat@cabinet-coureau.fr

Bureau :

7, avenue Nicéphore Niepce
71100 CHALON/SAONE
Tél. : 03 85 48 79 71
Fax : 03 85 48 15 33

Site internet : www.cabinet-coureau.fr

A.D.I.L. 21
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
4, rue Paul Cabet – 21000 DIJON
RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Exercice clos le 31 décembre 2023

<p>RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES</p>

**Réunion du conseil d'administration relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2023**

Aux membres du Conseil d'administration,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DONT
L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

SUBVENTIONS RECUES

Administrateurs concernés :

1^{er} Collège :

- ACTION LOGEMENT
- Groupe BPCE
- BFC Promotion Habitat
- SOLIHA
- Fédération Française du Bâtiment
- F.N.A.I.M.

2^{ème} Collège :

- Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)
- Confédération Nationale du Logement (CNL)
- Confédération Syndicale des Familles

3^{ème} Collège :

- Préfet
- Direction Départementale de Territoires
- Conseil Départemental
- Dijon Métropole
- Caisse d'Allocations Familiales
- Mutualité Sociale Agricole

Ces Administrateurs ont octroyé à votre Association les montants de subventions suivantes :

1^{er} Collège :

▪ ACTION LOGEMENT	86.958,12 €
▪ Groupe BPCE, Caisse d'Epargne	1.500,00 €
▪ BFC Promotion Habitat	784,00 €
▪ SOLIHA	65,66 €
▪ F.N.A.I.M.	2.235,00 €
▪ Fédération Française du Bâtiment (FFB)	300 €

2^{ème} Collège :

▪ Fédération Départementale du Logement (FDL)	65,66 €
▪ Confédération Syndicale des Familles (CSF)	0 €
▪ UDAF	0 €

3^{ème} Collège :

▪ Ministère du Logement	70.193,00 €
▪ Conseil Départemental de Côte d'Or	60.000,00 €
▪ Dijon Métropole	60.000,00 €
▪ Caisse d'Allocations Familiales	40.000,00 €
▪ Mutualité Sociale Agricole	2.235,00 €

Membres de l'ADIL (non administrateurs)

▪ CGLLS	18.318,20 €
▪ OPH Dijon	3.018,30 €
▪ OPH Côte d'Or	3.767,70 €
▪ ICF Sud Méditerranée	530,40 €
▪ HABELLIS	1.647,00 €
▪ AFOC	65,66 €
▪ UFC QUE CHOISIR	65,55 €
▪ PROCIVIS	2.500,00 €
▪ CDC Habitat	2.288,40 €
▪ CD Haute Marne	8.000,00 €

Fait à Dijon, le 26 mars 2024

SAS CABINET COUREAU



Jean-Pierre COUREAU
Commissaire aux Comptes

TECHNIQUE
INFORMATIQUE

